

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE
ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE - N° 971-PREF-SATPN-2020-AOO-AI-06

APPEL D'OFFRES OUVERT

Pouvoir adjudicateur

Ministère de l'Intérieur

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Préfet de la région, préfet de la Guadeloupe ou son représentant

Objet du marché

Exploitation et maintenance multi technique des installations et équipements de
l'hôtel de police de Pointe-à-pitre/Abymes/Gosier – 97100 Guadeloupe

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le **27 AOUT 2020** à 12 heures locales, heure de
Guadeloupe

Le présent CCAP comporte **23** pages

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet de l'accord-cadre et normes.....	5
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de l'accord-cadre.....	5
1-2.2. Notification des décisions.....	6
1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-5. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	8
1-5.1. Mesures de sécurité.....	8
1-5.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense ».....	8
1-5.3. Obligation de discrétion.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	8
1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	8
1-8.3. Assurances.....	9
1-8.5. Réalisation de prestations similaires.....	9
1-8.6. Clauses sociales.....	10
1-9. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	12
3-1. Tranche(s) conditionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-2.1. Forme et Contenu des prix.....	12
3-2.2. prestations forfaitaires.....	12
Les prix des prestations forfaitaires, objet de l'accord-cadre, sont ceux de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) figurant à l'acte d'engagement, (cf. article 7 du CCTP)	12
3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :.....	13
3-2.4. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires.....	13
3-3. Variation des prix.....	13

3-3.1. Les prix sont fermes et définitifs du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 2020.....	14
Les prix sont révisables, en hausse ou en baisse, à/c. du 1 ^{er} janvier de chaque année, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-dessous.....	14
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	14
3-3.3. Choix des index de référence.....	14
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	14
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	15
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	16
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités.....	16
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	18
5-1. Retenue de garantie et cautionnement.....	18
5-2. Avances.....	18
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	19
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	19
NB : Les dispositions sont dans l'ensemble précisées dans le CCTP concerné par la présente prestation.....	19
7-1. Période de préparation.....	19
7-2. Programme d'exécution.....	19
7-3. Conditions d'exécution.....	19
7-3.1. Dispositif de sécurité.....	19
7-3.2. Installation des chantiers du titulaire.....	20
7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage et transport.....	20
7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique.....	20
7-3.5. Maintien des communications.....	20
7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	20
7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur.....	21
7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	21
7-3.9. Documentation technique.....	22
7-4. Conditions d'intervention.....	22
7-4.1. Nature des interventions.....	22
7-4.2. Période.....	22

7-4.3.	Délai d'intervention.....	22
7-4.4.	Durée d'intervention.....	22
7-4.5.	Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions.....	22
7-4.6.	Documents à établir après intervention.....	22
7-5.	Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	22
7-6.	Prescriptions concernant le PPSPS.....	22
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....		22
8-1.	Surveillance en usine, vérifications et essais.....	22
8-1.1.	Surveillance en usine.....	22
8-1.2.	Vérifications quantitatives et qualitatives (CCTP et rapports permanents).....	23
8-1.3.	Essais.....	23
8-2.	Garantie(s).....	23
8-3.1.	Garantie des prestations.....	23
ARTICLE 9. RESILIATION.....		23
ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet de l'accord-cadre et normes

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent des prestations d'exploitation et de maintenance multi techniques des installations et équipements relatifs à l'électricité (courant fort et courant faible), la plomberie, la climatisation, la ventilation et la GTB de l'hôtel de police de Pointe à Pitre/Abymes/Gosier.

Lieu d'exécution des prestations : Hôtel de police de Pointe-à-Pitre- Abymes- Gosier (Lieu-dit Boissard – Quartier Lafond - 97139 les Abymes).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le CCTP.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de l'accord-cadre

Pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef du service administratif et technique de la police nationale pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG).

d) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;

e) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;

f) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, sera effectuée par échanges dématérialisés dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) Si le candidat utilise les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur pour l'envoi de courrier ou de document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges : dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG de Fournitures et de Services, le délai de la période de préparation part le lendemain de la date de la notification de l'acte de l'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG de Fournitures et de Services, le délai d'exécution part de la date de notification de l'acte d'engagement pour commencer l'exécution des prestations.

1-4. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, ni en lots ; un découpage en lot serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile en raison de la coordination des sections.

La prestation est décomposée en 5 sections techniques désignées ci-après :

- Climatisation
 - Ventilation
 - Exploitation de la GTB (mode utilisateur)
- Plomberie
 - Traitement eau
 - Fosses de relevage et hydrocarbure
 - Réseaux évacuation (EU, EV et EP)
 - Exploitation de la GTB (mode utilisateur)
- Electricité : courant fort
 - Transformateur
 - Groupe électrogène
 - TBGT normal et sécurité
 - Armoires, tableaux et coffrets électriques
 - Onduleurs
 - Batterie de condensateurs
 - Protection parafoudre
 - Eclairage intérieur et extérieur (éclairage normal et éclairage de sécurité)
 - Réseau électrique et prise de courant
 - Exploitation de la GTB (mode utilisateur)
- Electricité : courant faible
 - ⇒ Sécurité Incendie
 - ⇒ Interphonie et vidéophonie
 - ⇒ Contrôle d'accès
 - ⇒ Contrôle intrusion
 - ⇒ Vidéosurveillance
 - ⇒ Gestion de l'heure
 - ⇒ Sonorisation
 - ⇒ GTB
- GTB
 - ⇒ Logiciel de supervision

1-5. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-5.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-5.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense »

Sans objet.

1-5.3. Obligation de discrétion

Cet établissement concourant au maintien de l'ordre public, les entreprises s'engagent à ne pas divulguer des informations pouvant porter atteinte au bon fonctionnement du service.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par la réglementation du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ces lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG. En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces relatives à l'exécution financières du marché notamment avance, acompte, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-6.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000.00 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 2 000 000.00 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet

1-6.5. Mesures environnementales

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'inscrit dans une démarche de développement durable, d'optimisation énergétique et que les engagements pris par l'acheteur soient respectés.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du Bénéficiaire.

(Se conformer aux clauses du CCTP).

La récupération des fluides frigorigènes s'effectuera dans le strict respect de la réglementation en vigueur de l'environnement.

1-7. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise, les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché, les éventuelles prolongations du marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes,
- Le bordereau de prix multi technique – (Attention plusieurs onglets : 12)
- Le cadre de mémoire technique- Aide à la rédaction
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes la liste des équipements et la gamme de maintenance)
- Le règlement de la consultation
- L'attestation de visite
- L'attestation sur l'honneur
- L'intégralité des DOE pourra être consultée au SATPN sur rendez-vous

B - Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (NOR ECEM0816423A) non fourni

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Forme et Contenu des prix

L'accord-cadre est mixte. Il comprend une part forfaitaire et une part à bons de commande.

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses administratives générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

Les prestations seront réglées par application du montant global et forfaitaire, au prorata de l'avancement des prestations.

3-2.2. prestations forfaitaires

Les prix des prestations forfaitaires, objet de l'accord-cadre, sont ceux de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) figurant à l'acte d'engagement, (cf. article 7 du CCTP)

3-2.3. prestations à prix unitaire (hors forfait) donnant lieu à l'émission de bons de commande

Les prestations à prix unitaire (hors forfait) définies aux articles 4.1.6.4 et 7 du CCTP sont réglées à prix unitaires appliquées aux quantités réellement livrées et exécutées, en tenant compte des remises consenties. Les prix indiqués dans les devis sont calculés sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU).

Ces prestations seront réalisées après acceptation du SATPN et du service utilisateur et fera l'objet de l'émission d'un bon de commande par ce dernier, la DDSP. Une fois les travaux exécutés, un procès-verbal sera établi par le prestataire. La réception sera effectuée concomitamment avec le SATPN et le service utilisateur.

Dans aucun cas, il ne sera facturé de frais supplémentaires, les prix indiqués sont réputés comprendre l'ensemble des frais inhérents à la prestation.

3-2.4. Groupement et sous-traitance

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent marché conclus en groupement :

⇒ En cas de co-traitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,

⇒ En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

3-2.5. – Clause de réexamen

Le présent marché pourra faire l'objet de modifications conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Cette clause concerne notamment :

- l'ajout de certaines prestations occasionnelles pour la bonne vie du site
- en cas de problème de force majeure, notamment d'intempéries, d'inondation, les travaux devront être exécutés par le prestataire au moment de la survenance des faits.

La mise en oeuvre de ces modifications sera matérialisée le cas échéant par l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 4. MODALITES DE PAIEMENT ET FACTURATION

4-2.1. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG de Fourniture et de Services. La périodicité des règlements sera trimestrielle.

Les prestations à prix forfaitaire, objet de l'accord-cadre, sont considérées comme s'exécutant de façon continue. Elles sont réglées trimestriellement, à terme échu. Le service utilisateur (DDSP) attestera du service fait afin de déclencher la demande de paiement. Chaque règlement trimestriel correspond au montant figurant à l'acte d'engagement, déduction faite des montants correspondants aux prestations éventuellement sous-traitées et faisant l'objet d'un paiement direct.

Les prestations hors forfait sont réglées après réalisation et réception des prestations définies dans chaque bon de commande. Le service utilisateur attestera du service fait afin de déclencher la demande de paiement.

Les factures afférentes au paiement des prestations traitées à prix unitaires sont établies par opération.

4-2.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires en vigueur au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

4-3. Variation des prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

4-3.1. Les prix sont fermes et définitifs du 1^{er} septembre au 31 décembre 2020.

Les prix sont révisables, en hausse ou en baisse, à/c. du 1^{er} janvier de chaque année, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-dessous.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir, pour validation au SATPN, le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque index ou indice au contrôle dudit calcul. Ces documents seront ensuite transmis au service utilisateur pour prise en compte si le pouvoir adjudicateur décide de l'accepter. A défaut, le pouvoir adjudicateur demandera au titulaire, par voie dématérialisée, de lui présenter une nouvelle proposition dans le cas où la vérification du calcul révèle un désaccord.

Dès lors que la révision conduit à une augmentation supérieure à 10%, le marché pourra être résilié par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet de l'ensemble des lots sont :

Index	Désignation
BT 38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
BT 41	Ventilation et conditionnement d'air
BT 47	Électricité (courant fort et courant faible)

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE et au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision applicable aux prix à partir de la date à laquelle doit s'appliquer la révision des prix, est défini par application de la formule suivante dans laquelle :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times \frac{I_{CHTrev-TS}}{I_{CHTrev-TS0}})$$

P : est le prix révisé

P₀ : est le prix initial au mois M₀

I_{CHTrev-TS0} : est l'indice mensuel INSEE du coût horaire du travail révisé, salaires charges dans l'industrie mécanique et électrique (valeur de l'indice au mois M₀) (identifiant 001565183).

ICTrev-TS1 : est l'indice mensuel INSEE du coût horaire du travail révisé, salaires charges, dans l'industrie mécanique et électrique (valeur de l'indice connu et publié au mois de révision (identifiant 001565183)).

Il ne sera procédé à aucune révision de prix provisoire.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la deuxième décimale est comprise entre 0 et 4, la quatrième décimale est inchangée ;
- si la deuxième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

4-2.2. - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution de la conjoncture économique ou d'un des paramètres constitutifs des formules de révision ci-dessus venait à modifier d'une manière sensible l'équilibre du contrat pour l'une quelconque des deux parties, ces dernières conviennent de se rencontrer afin de réexaminer l'ensemble des paramètres de la rémunération.

Sera notamment considéré comme un événement nécessitant le réexamen de l'équilibre du contrat, toute variation en plus ou en moins de plus de 10 % du montant global annuel forfaitaire.

En cas de désaccord, l'accord-cadre pourra être résilié sans compensation financière du titulaire.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

4-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles 2193-10 à 16 du Code de la Commande publique en vigueur complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans

le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- à défaut, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

5-1. Durée du marché et délais d'exécution

Le délai d'exécution court de la date de notification de l'ordre de service au 31 décembre 2020. Le marché pourra être reconduit annuellement, tacitement, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 et du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Au terme du présent marché, si pour une raison quelconque le nouveau marché ne peut être notifié, le marché en cours sera reconduit à titre exceptionnel, par avenant pour une durée ne pouvant pas dépasser un an.

5-2. Pénalités

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables.

5-2.1 Pénalités pour dépassement du délai de mise en place de l'exploitation

Cette pénalité sera appliquée conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCTP

Motif	Délai	Pénalité
Remise du PV de prise en charge des installations et des locaux mis à disposition	1 mois à compter de la prise d'effet du contrat	450 € HT par semaine de retard
Remise au client de l'inventaire complet de la documentation mis à disposition du Prestataire et tableau de bord pour suivi de l'évolution de la documentation	1 mois à compter de la prise d'effet du contrat	450 € HT par semaine de retard
Remise du projet de rapport d'exploitation (pour analyse et commentaires par le Client)	3 mois à compter de la prise d'effet du contrat	65 € HT par jour de retard
Remise du plan de maintenance préventive	1 mois à compter de la prise d'effet du contrat	450 € HT par semaine de retard

5.2.2. – Pénalités pour dépassement des délais d'intervention garantie

Cette pénalité sera appliquée conformément aux dispositions de l'article 6.3 du CCTP

Motif	Délai	Pénalité
Dépassement du délai d'intervention	2 heures	65 € HT par heure de retard
Dépassement du délai de remise état	Remise en état sans fourniture de pièces : 2 heures Remise en état avec fournitures de pièces disponibles dans le département : 48 heures Autres cas : 10 jours	400 € HT par intervention en retard
Dépassement du délai de réalisation d'une gamme de maintenance préventif	Délai par rapport à la date planifiée sur le plan annuel du préventif : 1 semaine pour une gamme hebdomadaire 2 semaines pour une gamme mensuelle 1 mois pour une gamme trimestrielle 1 mois pour une gamme annuelle	400 € HT par semaine de retard et par équipement.

5-2.3 Pénalités des délais relatifs à la documentation

Cette pénalité sera appliquée conformément aux dispositions de l'article 6.4 du CCTP

Motif	Délai	Pénalité
Non tenue à jour des documents d'exploitation	2 semaines à la suite de la dernière modification	400 € HT par semaine de retard et par document
Remise du rapport annuel d'exploitation	Le jour de la réunion d'exploitation annuelle	200 € HT par jour de retard
Remise de document demandé par le Client	A définir en accord avec le Client	200 € HT par jour de retard
Non tenue à jour de document	15 jours après modification	200 € HT par jour de retard

5.2.4 Absence aux réunions programmées

Cette pénalité sera appliquée conformément aux dispositions de l'article 6.5 du CCTP

Motif	Délai	Pénalité
Absence aux réunions programmées	Tout retard de plus d'une heure est considéré comme une absence	600 € HT

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités sur les acomptes versés au titulaire, par la personne publique sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6-1. Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour cet accord-cadre.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues dans le Code de la Commande publique en vigueur.

6-2. Avances

Une avance de 5% est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant de l'accord-cadre diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Le taux de l'avance ne peut être modifié en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R2191-6 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot.

Le remboursement de l'avance (art. R2191-11 à 12), effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Les dispositions du présent article s'appliquent, à l'accord-cadre reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément à l'article 2193-3 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 8. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

NB : Les dispositions sont dans l'ensemble précisées dans le CCTP concerné par la présente prestation.

8-1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies au CCTP. Le titulaire devra se conformer au CCTP et aux données du tableau BPU « prestations et fournitures complémentaires de première et dernière années ».

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la période de préparation sont précisées au CCTP.

8-2. Programme d'exécution

Le programme d'exécution est détaillé dans le CCTP.

8-3. Conditions d'exécution

8-3.1. Dispositif de sécurité

En complément des dispositions du CCTP, le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

8-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Dispositions décrites au CCTP

8-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage et transport

Dispositions décrites au CCTP

8-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire

8-3.5. Maintien des communications

Les actions de maintenance préventive et les essais ne doivent pas perturber le fonctionnement du site.

Le prestataire s'interdit toute intervention, sur tout ou partie des installations, sans accord du Client. Il doit l'informer du début et de la fin de l'intervention.

Après passage des personnels du Prestataire, les lieux doivent être laissés dans l'état de propreté dans lequel ils étaient avant intervention, et le cas échéant, doivent être nettoyés pour retrouver un état de salubrité normale.

Les opérations de maintenance préventives systématiques sont indiquées au CCTP. La nature et la fréquence des opérations sont minimales et indicatives. Le prestataire doit les adapter s'il le juge nécessaire afin de respecter les objectifs de résultats à garantir par le Prestataire et en fonction de l'évolution de la législation. Le prestataire informe le SATPN et le service utilisateur (DDSP) des modifications apportées au calendrier préventif avec les justificatifs nécessaires.

8-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire du marché intervient sur un site comportant des zones sensibles. Il devra prendre en compte les dispositions suivantes :

- les locaux étant occupés de manière permanente, le prestataire devra planifier suffisamment tôt son intervention avec les responsables du site, afin de ne pas perturber le bon fonctionnement des services.
- l'entrée du site est contrôlée. Un protocole d'accès sera défini avec le ou les interlocuteurs désignés (s) dans le présent marché.
- la présence d'un agent de police sera obligatoire pour les interventions se déroulant dans les locaux dits de "sûreté".

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable (RTA) qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

- Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

8-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Le matériel d'intervention et d'exploitation est à la seule charge des entreprises.

8-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du dossier descriptif technique des installations et des conditions particulières de leur maintenance depuis la mise en service des équipements.

B - Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire accepte pendant les 3 derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Pour la prise en charge des documents un inventaire des notices et des documents remis au titulaire est effectué par le pouvoir adjudicateur (voir BPU « Prestations et fournitures complémentaires de première et dernière années).

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, toute la documentation remise lors de la signature du marché.

Un procès-verbal contradictoire constate l'état du dossier restitué.

Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution sont à la charge du titulaire.

8-3.9. Documentation technique

Voir les dispositions du CCTP.

8-4. Conditions d'intervention

8-4.1. Nature des interventions

La nature des interventions est décrite au CCTP.

8-4.2. Période

Sauf exigence particulière, les prestations seront exécutées durant les heures d'ouverture des bureaux.

8-4.3. Délai d'intervention

Se référer aux dispositions du CCTP

8-4.4. Durée d'intervention

Se référer aux dispositions du CCTP

8-4.5. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

- La présence d'un agent de police sera obligatoire pour les interventions se déroulant dans les locaux dits de "sûreté".

8-4.6. Documents à établir après intervention

Se référer aux dispositions du CCTP.

8-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le prestataire s'engage à respecter les dispositions du Décret 92/158 du 20 février 1992 reprises dans le Code du Travail Articles R237.1 à R237.28 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux et interventions effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

8-6. Prescriptions concernant le PPSPS

Un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) être établi pour la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 9. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

9-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

9-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

9-1.2. Vérifications quantitatives et qualitatives (CCTP et rapports permanents)

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCTP.

Elles seront effectuées en liaison avec le SATPN et le service utilisateur (DDSP) afin de s'assurer de la bonne exécution et du suivi des prestations contractuelles. Le titulaire devra se soumettre à l'organisation du suivi de la maintenance que le pouvoir adjudicateur met en place.

9-1.3. Essais

Dispositions décrites au CCTP.

9-2. Garantie(s)

9-2.1. Garantie des prestations

La garantie des prestations sera conforme aux dispositions décrite à l'article 4.4 et suivant du CCTP.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements fournis peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3	dérogé à l'article	13.1.1 du CCAG
CCAP 1-8.3	dérogé à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 3-3	dérogé à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 3-3.4	dérogé à l'article	10.2.3 du CCAG
CCAP 4-2.1	dérogé à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 5-2	dérogé à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 9	dérogé à l'article	32.2 du CCAG

b) Normes françaises homologuées

c) Autres normes